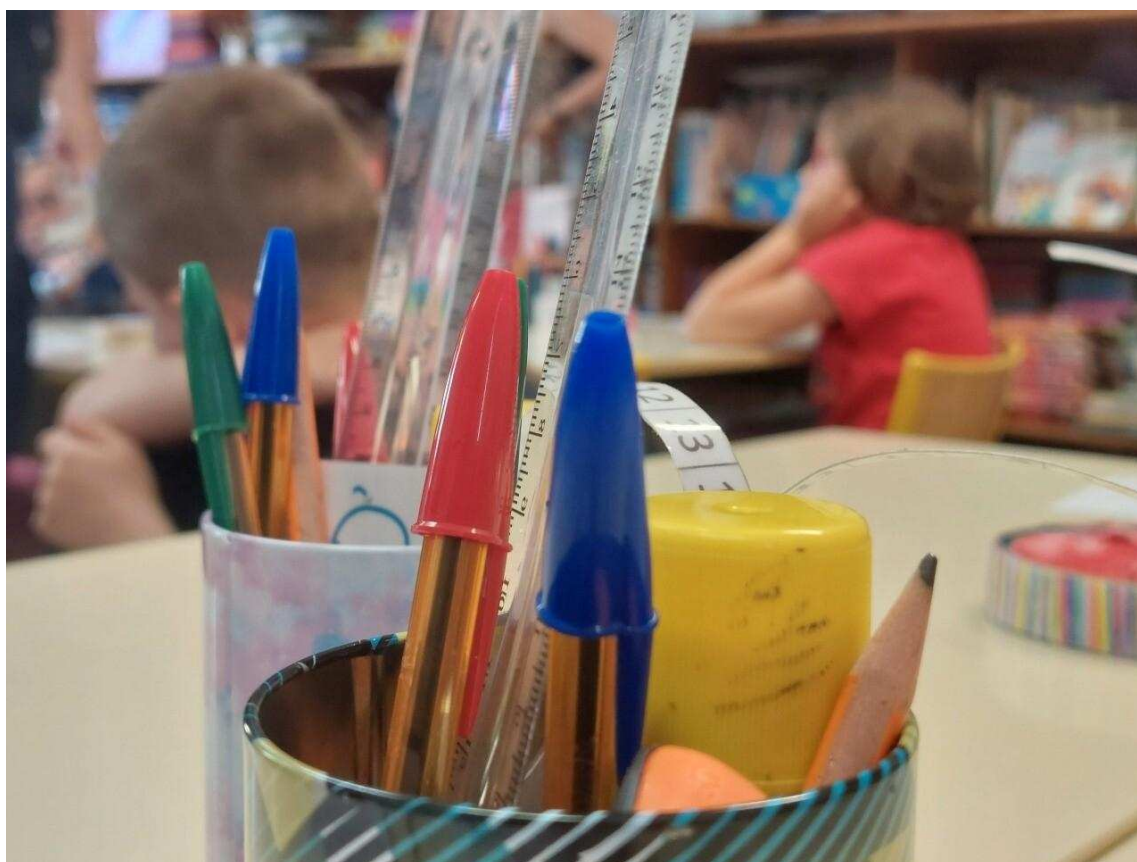


[panorapresse.ouest-france.fr](https://panorapresse.ouest-france.fr)

## Une classe déjà menacée de fermeture en Seine-Maritime : cinq maires et un ancien député montent au créneau

4-5 minutes

Il se murmure déjà qu'une classe serait menacée de fermeture dans un regroupement scolaire tout près de [Neufchâtel-en-Bray](#). Les maires et l'ancien député [Jumel](#) veulent alerter.



Une des classes du SIVOS de la [Béthune](#) pourrait être menacée de fermeture.

Alors qu'une classe pourrait être menacée de fermeture à la rentrée de septembre 2026 dans le SIVOS de la [Béthune](#), l'ancien député [Sébastien Jumel](#) et les cinq maires concernés ont écrit un courrier à la DASEN (Directrice académique des services de l'éducation nationale).

Ce Sivos est composé des communes de [Bouelles](#), [Fontaine-en-Bray](#), [Nesle-Hodeng](#), [Neuville-Ferrières](#) et [Saint-Saire](#). « Il est situé dans le Pays de Bray en zone de revitalisation rurale (ZRR), ce qui de notre point de vue invite à une attention et un soin particulier, si l'on veut que la mention ZRR ait tout son sens » note [Sébastien Jumel](#), actuel président de Dieppe-Maritime.

Des efforts dans l'intérêt des enfants

Le projet de fermeture d'une classe du SIVOS de la [Béthune](#), situé à quelques kilomètres de [Neufchâtel-en-Bray](#), annoncé aux élus concernés comme une hypothèse à confirmer ou à infirmer

en début d'année prochaine, suscite l'inquiétude du côté des principaux concernés.

« Ce regroupement qui fonctionne bien, pour lequel les communes ont consenti des efforts importants dans l'intérêt des enfants, présente une moyenne de 19 élèves par classe, des classes qui se répartissent ainsi : deux classes de maternelle à [Neuville-Ferrières](#) ; deux classes de CP et CE1 à [Nesle-Hodeng](#) ; deux classes de CM1 et [CM 2](#) à [Saint-Saire](#) et une classe de CE2 à [Bouelles](#). Pour la pause méridienne, à l'exception des élèves de [Bouelles](#) qui vont déjeuner à [Nesle-Hodeng](#) qui dispose d'un réfectoire, dans les autres communes du RPI, les enfants n'ont pas à se déplacer pour le déjeuner » rappellent d'une seule voix Maryse Duval (maire de [Saint-Saire](#) et présidente du SIVOS de la [Béthune](#)), Amélie Canac (maire de [Nesle-Hodeng](#)) Gilles Cobert (maire de [Bouelles](#)), Hervé Guérard (maire de [Neuville-Ferrières](#)), Fouad Nammour (maire de [Fontaine-en-Bray](#)) et [Sébastien Jumel](#).

Malgré les efforts salués par l'Éducation nationale, une classe de cette école de [Seine-Maritime](#) est menacée

Et toujours à l'attention de Dominique Fis, la DASEN, les élus d'aller plus loin : "Des investissements conséquents ont été consacrés par les municipalités pour équiper les classes, chacune dispose d'un tableau numérique et d'un vidéoprojecteur, chaque enseignant a été doté d'un ordinateur portable, les classes élémentaires possèdent plusieurs postes informatiques et les travaux de mise aux normes des locaux ont été effectués conformément à la réglementation".

Une démographie favorable

Le collectif insiste également sur les perspectives à venir en termes de démographie, et notamment concernant les naissances sur le périmètre du RPI du SIVOS de la [Béthune](#) qui sont de nouveau à la hausse : 22 en 2024 contre 10 en 2023.

Un nouveau lotissement de 15 parcelles va sortir de terre à [Bouelles](#)

« Le nombre d'enfants scolarisés est donc amené à croître. Par ailleurs, vous devez considérer le lotissement de 15 maisons prévu sur la commune de [Bouelles](#) dont certaines sont déjà en cours de construction, mais également les terrains à bâtir vendus sur la commune de [Fontaine-en-Bray](#) et, enfin, les jeunes qui ont acquis dans la période récente un bien immobilier dans l'une des 5 communes du SIVOS ».

Le courrier pose enfin la question d'une telle annonce début 2026 à deux mois seulement des élections municipales. « Quel signal enverrait-on aux maires et conseillers municipaux qui s'engagent au service de leurs concitoyens dans leur commune ! Les cinq maires du SIVOS auraient à se mettre d'accord entre eux pour décider quelle branche de l'arbre ils devraient couper, quelle classe dans quelle commune il faudrait sacrifier... Cela non plus ne nous paraît pas acceptable ».

Les maires demandent à l'Éducation nationale de renoncer à l'hypothèse d'une fermeture de classe. Dans l'attente d'un retour des services concernés !